

COP26

Ce mardi 16 novembre 2021 nous, classe de terminale du lycée Pierre Bourdan, nous sommes rendus à Limoges pour assister et participer à la "mini COP26". Ce projet regroupait trois lycées dissemblables. Chaque Lycée avait pour charge de présenter, trois pays différents, dont l'Australie, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la France, l'Inde, les îles Kiribati, Madagascar et les États Unis. Le but étant de présenter le pays que nous avons choisi et d'ensuite débattre sur les besoins, les engagements et les demandes des différentes délégations. Pour ma part, mon groupe s'est engagé pour le Bangladesh, dont j'ai tenu le rôle de journaliste.



Salle de conférence de la COP26 des lycéens



Signature d'une convention entre RécréaSciences et le Rectorat de Limoges

Nous nous centraliserons aujourd'hui, sur seulement trois pays qui ont été présentés, tel qu'un pays développé (aisé), un pays en voie de développement et pour finir un pays non développé (pauvre).

Dans un premier temps, nous parlerons des États Unis. On est face à un pays développé et placé au 5ème rang des pays les plus développés du monde. Lors de cette "mini COP26" les États Unis (très compétiteurs) se sont engagés à limiter le plus possible l'impact humain sur terre . Pour y parvenir ils participent à la transition écologique car elle présente des enjeux très importants qui relèvent de la survie de l'humanité et de notre planète. Leur second engagement est de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 15 à 20% d'ici 2030. Pour y parvenir, les USA vont donner de l'argent (centaines de milliards de Dollars) aux entreprises privées pour les aider à trouver de nouvelles innovations technologiques écologiques. Ils souhaitent aussi naturaliser le paysage en détruisant les lieux abandonnés (création de nouveaux logements, usine...). Ils veulent venir en aide à certains pays en particulier ceux qui possèdent des difficultés pour mettre en avant des moyens écologiques, mais aussi les pays en voie de développement.

En seconde partie nous aborderons la Chine. La Chine est un pays en voie de développement, c'est un pays classé au 115ème rang. Nous avons là une multitude de besoins incontournables du pays, voici quelques exemples

donnés durant le débat, en particulier dans l'environnement c'est-à-dire les risques à éviter, tel que, les risques naturels, les risques technologiques, les risques à la source... Au niveau de leurs engagements, la Chine souhaite atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, réduire les émissions de GES en 2030 et améliorer la qualité de l'air... d'autres engagements en termes d'économie, d'agriculture, de transports, d'énergies et de société sont discutés... Pour les demandes la Chine met en avant l'avenir de la planète et veut en favorisant les énergies renouvelables à l'échelle locale et nationale, avec des fonds des États qui peuvent se le permettre.

Pour finir nous verrons le Bangladesh, un pays non développé. Au sujet des besoins, le Bangladesh est très demandeur, par exemple, limiter la submersion du pays, limiter et recycler les déchets mais encore diminuer la production de GES et beaucoup encore... Les engagements sont très nombreux et motivants, mon équipe a proposé de réduire les GES en 2030 de 3%, collaborer avec les laboratoires des recherches internationales proposant des alternatives moins polluantes aux entreprises industrielles, favoriser l'implantation d'entreprises de recyclage des déchets, diminuer de 25 % la production de riz et utiliser les surfaces agricoles laissées vacantes pour des habitations sur pilotis, investir dans la réfection des logements d'habitation et industriels des grandes villes et rechercher les habitations en zone inondable, construire davantage d'école dans les campagnes. Au niveau des demandes de mon pays pour l'avenir de la planète il faut stabiliser le réchauffement climatique et pour cela il faut respecter à la lettre les engagements pris par chaque pays présent à cette COP, il faut créer une taxe internationale dissuasive pour les entreprises produisant beaucoup de gaz à effet de serre et il faut mettre en œuvre le fond international pour l'environnement Mondial.



Signature finale des accords

DUBOIS RETAILLEAU Lola, journaliste